

N° DP 24/992

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION "CONSEIL DE DEVELOPPEMENT TPM"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L2125-1,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision Président n°21/368 du 9 juillet 2021 portant adoption de la convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de l'association Conseil de Développement TPM pour une durée de trois ans,

VU le projet de convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de l'association Conseil de Développement TPM, ci-annexé,

CONSIDERANT que le Conseil de Développement TPM est une instance de démocratie participative, créée par la loi, constituée de membres bénévoles issus de la société civile, qui mène des travaux visant à enrichir les politiques publiques dans une démarche prospective,

CONSIDERANT que depuis la création de l'association Conseil de Développement TPM, il est convenu que la Métropole TPM mette à sa disposition, à titre gratuit, l'ensemble des moyens et outils nécessaires à son bon fonctionnement,

CONSIDERANT à ce titre que l'association Conseil de Développement TPM bénéficie depuis 2016 de conventions de mise à disposition gratuite de locaux, dont la dernière, signée le 14 septembre 2021, est arrivée à son terme le 13 septembre 2024,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de signer avec l'association Conseil de Développement TPM la nouvelle convention de mise à disposition de locaux, ci-annexée,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit, ci-annexée, et **DE SIGNER** cette convention avec l'association Conseil de Développement TPM.

La présente Décision sera

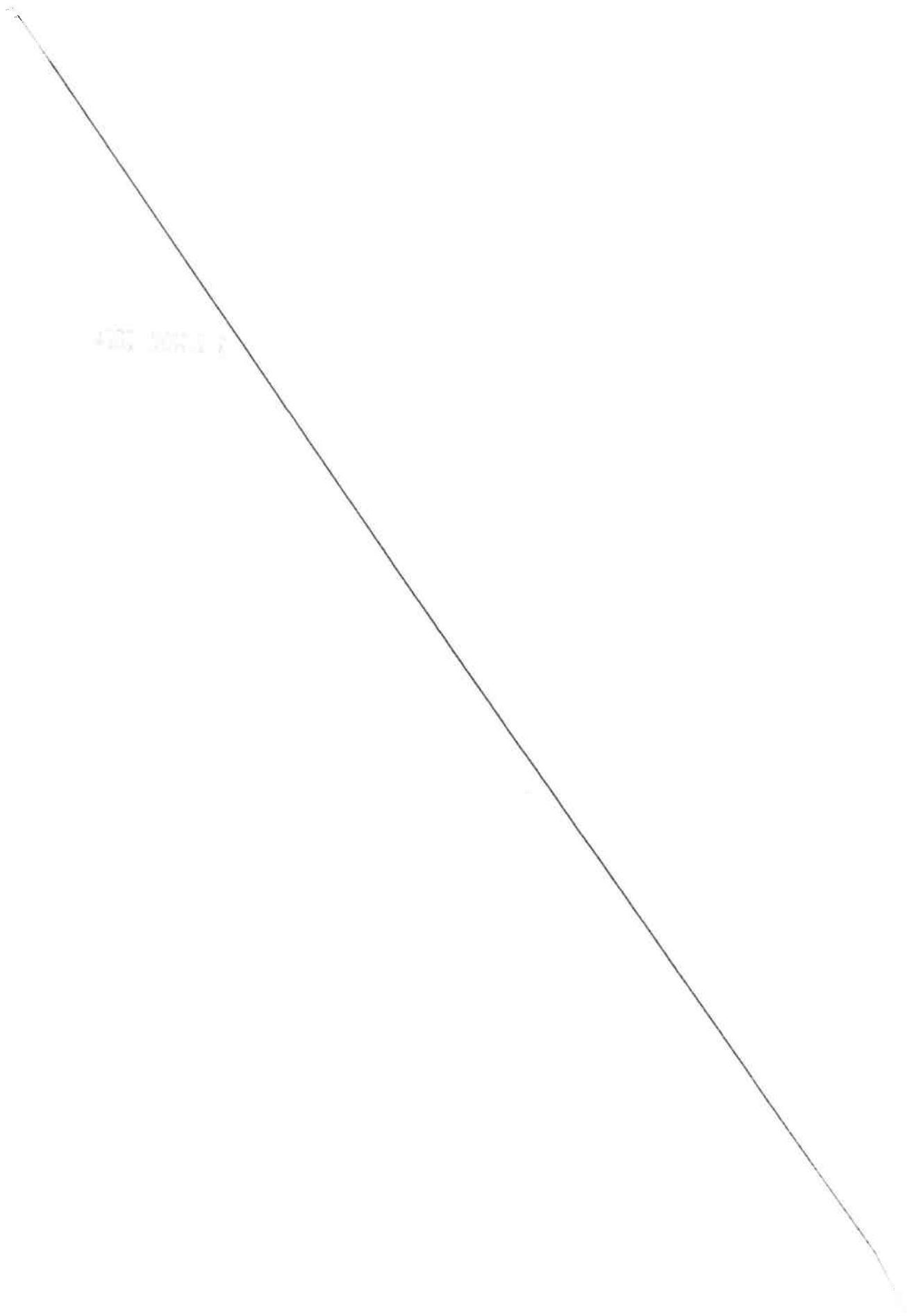
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 12 NOV. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





425 10717

425 10717

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET MATERIELS

Entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, Immeuble Le Vecteur, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la Décision n° DP 24/ du

ci-après désignée *la Métropole*,

Et :

L'association Conseil de Développement TPM, ayant son siège social Immeuble Le Vecteur, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 TOULON, représentée par Monsieur Michel CRESP, son Président, dûment habilité par l'Assemblée Générale du 16 décembre 2020,

ci-après désigné *l'association Conseil de Développement TPM*,

PREAMBULE

L'article 25 de la loi du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire a imposé la création d'un conseil de développement pour les agglomérations de plus de 50.000 habitants.

Il s'agissait alors d'élargir la réflexion préalable à l'ensemble des acteurs locaux : citoyens, représentants économiques, associatifs, syndicaux, etc.

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, depuis devenue Métropole, s'est dotée dès 2002 de cette instance participative qui l'a accompagnée dans la définition de son projet d'agglomération.

L'adoption de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) rend désormais obligatoire la création d'un conseil de développement dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20.000 habitants ; la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, par délibération n° 15/12/194 du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 a approuvé les modalités d'organisation du Conseil de Développement TPM et notamment sa création sous la forme d'association.

Compte tenu de l'objet de l'association, des objectifs qui lui sont assignés, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui indispensable à la réussite de ses

missions ; c'est à ce titre qu'elle a décidé de lui mettre à disposition des locaux et moyens matériels selon les modalités fixées à la présente convention.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par la Métropole TPM au bénéfice de l'association Conseil de Développement TPM de locaux situés au sein de l'Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 TOULON, à compter du 14 septembre 2024.

Article 2 : Locaux à usage de bureaux, moyens matériels et espace mutualisé

Les locaux mis à disposition comprennent le mobilier et le matériel informatique (ordinateur, imprimante, téléphone, accès Internet) inhérent à l'utilisation de ces bureaux.

La Métropole TPM met à disposition de l'association, à compter du 14 septembre 2024 :

- Les bureaux N° 30 (16,08 m²) et 31 (20 m²) situés au 1^{er} étage de l'Hôtel de la Métropole, aile Sud-Est,
- Une place de stationnement située dans le parking en sous-sol de l'Hôtel de la Métropole,
- Une place de stationnement provisoire située au premier niveau du parking de l'Immeuble Le Phoenix, 39 avenue de la Résistance à Toulon. Courant 2025, l'association se verra allouer, en remplacement de cette place de stationnement provisoire, une seconde place dans le parking en sous-sol de l'Hôtel de la Métropole,
- L'accès à la salle de réunion du premier étage de l'Hôtel de la Métropole (espace mutualisé).

Article 3 : Affectation des lieux

Les locaux, moyens techniques, de communication, objet de la présente convention, sont affectés à des activités de gestion, de mise en œuvre, de production...

Leur occupation est subordonnée à une utilisation conforme aux activités de l'association telles que celles-ci ressortent de ses statuts ; tout changement d'affectation ou toute utilisation différente est soumis à l'accord préalable de la Métropole TPM.

Article 4 : Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Association Conseil de Développement TPM ne pourra en céder les droits en résultant, à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 5 : Etat des lieux

L'Association Conseil de Développement TPM prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent. Elle déclare en outre bien les connaître pour les avoir utilisés depuis 8 ans, dans le cadre des précédentes conventions de mise à disposition.

Article 6 : Conditions d'occupation

Les locaux occupés seront partagés avec les équipes de la Métropole TPM.

L'Association Conseil de Développement TPM occupera les locaux paisiblement pour tout ce qui concerne ses activités.

D'une façon générale, l'Association Conseil de Développement TPM ne pourra rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

Article 7 : Travaux-Modifications-Entretien

L'entretien courant des lieux est assuré par la Métropole TPM.

L'Association Conseil de Développement TPM ne pourra procéder à aucune modification ou transformation des lieux sans un accord express écrit et préalable de la Métropole TPM. Dans l'hypothèse où la Métropole TPM approuve la réalisation de travaux par l'association, celle-ci devra se conformer aux règles de publicité et de mise en concurrence propres aux commandes publiques dans un souci de transparence.

L'ensemble des travaux réalisés dans ces conditions sont considérés comme affectant le bien immobilier par nature et partant, deviennent ainsi la propriété de la Métropole TPM. Si des travaux ou modifications étaient réalisés sans l'accord de la Métropole TPM, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en l'état antérieur aux frais de l'Association Conseil de Développement TPM.

L'Association Conseil de Développement TPM sollicitera auprès de la Métropole TPM dans un délai de 15 jours l'autorisation d'apposer toute publicité ou autre affichage sur la façade de l'immeuble.

A l'expiration de l'autorisation d'occupation, l'occupant devra quitter les lieux. Tous les dégâts ou dégradations constatés seront mis à sa charge.

Article 8 : Assurances

La Métropole TPM déclare que sa responsabilité est assurée à raison des conséquences qui pourraient résulter de sa qualité de propriétaire des lieux et des biens mobiliers et matériels tant du point de vue de l'incendie, grêle, dégât des eaux que responsabilité civile.

L'association Conseil de Développement TPM s'engage à souscrire une garantie responsabilité civile tant vis-à-vis de TPM propriétaire que vis-à-vis des visiteurs, contre l'incendie et les accidents pouvant survenir dans le cadre de ses activités. Elle assumera l'entière responsabilité de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux biens mis à sa disposition ou aux personnes de son fait, du fait de son personnel et de son activité.

L'association adresse à la Métropole TPM, chaque année, une attestation d'assurance en cours de validité. Pour la première année, l'attestation d'assurance devra être fournie à la signature de la présente convention.

Article 9 : Redevance

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

Le montant de la valorisation de cette mise à disposition est estimé à 7 191,46 € TTC par an.
Ce montant pourra être réévalué à chaque renouvellement de la convention.

Article 10 : Durée

L'autorisation d'occuper les lieux est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 14 septembre 2024, reconductible par tacite reconduction au terme de chaque période de trois ans.

Article 11 : Modifications

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

Article 12 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée, avec un préavis d'un mois, par la Métropole pour tout motif d'intérêt général, ou par l'association Conseil de Développement TPM, sous réserve d'un préavis de trois mois, sauf cas d'urgence motivée.

Elle pourra également être résiliée sans préavis pour tout manquement aux obligations conventionnelles définies par la présente.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée : Immeuble Le Vecteur, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Article 14 : Litiges

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux, à Toulon le

Association
Conseil de Développement TPM

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

**Le Président,
Michel CRESP**

**Le Président,
Jean-Pierre GIRAN**